



Les tensions enregistrées entre Haïti et la République dominicaine suite à l'assassinat suivi de la pendaison du ressortissant haïtien, Jean Claude Henry, a engendré un refroidissement dans les relations entre les deux pays, a reconnu vendredi 27 février le ministre des affaires étrangères haïtien M.Duly Brutus.

Cependant, le chancelier haïtien croit que le gouvernement haïtien ne va pas rentrer dans un laissé frapper avec le gouvernement dominicain parce qu'il croit que ce problème peut être résolu.

M. Brutus informe que le gouvernement dominicain vient d'envoyer officiellement une lettre responsive au gouvernement haïtien dans laquelle, il rejette notamment les qualificatifs de xénophobe et raciste que lui ont reproché par les Haïtiens lors de la marche du mercredi à Port-au-Prince.

Dans cette lettre, le gouvernement dominicain déclare également avoir été choqué que le drapeau dominicain ait été brûlé pendant la marche, citant que des actes similaires ont déjà eu lieu au niveau des consulats dominicains à la frontière.

En rapport avec cet incident, le ministre Brutus a tenu à préciser que l'une des individus ayant ôté le drapeau sur le toit du bâtiment et le remplacer par celui d'Haïti se trouvait déjà à l'intérieur du consulat bien avant la marche. De plus, le drapeau qui a été brûlé n'était pas celui qui se trouvait sur le toit du consulat, et l'acte a été commis par des individus incontrôlables, ajoute-t-il.

Le ministre Brutus en a profité pour féliciter « le civisme » qu'ont fait montre les Haïtiens lors de la marche pour dénoncer cette remontée de la barbarie qui sévit en République dominicaine. Il maintient que l'agression dont a été victime Jean Claude Henry est un acte raciste.

Par ailleurs, le ministre a fait savoir que la cause des conflits entre les deux pays de l'île réside entre autres, dans l'irresponsabilité des Haïtiens en tant que peuple.

Aussi, il affirme que seule une paix sociale peut nous aider à sortir de l'impasse. En ce sens, il indique qu'un ensemble d'initiatives a été pris, afin de trouver un terrain d'entente pour défendre les intérêts des haïtiens en République Dominicaine.